

CECI N'EST PAS UNE REPRISE

Bonfond Olivier

Le bout du tunnel ?

Depuis quelques mois, en Belgique mais aussi en France et dans quelques autres pays européens, les dirigeants politiques et les grands médias affichent beaucoup d'optimisme : bien qu'encore timide, la reprise serait là. « *La Wallonie aperçoit la reprise économique* »¹ (Le Soir, 14 août 2013) ; « *Il faut bien comprendre que la crise dans la zone euro est terminée* » (François Hollande, 8 juin 2013) ; « *Zone euro: la confiance économique à son plus haut niveau depuis deux ans* » (AFP, 27 septembre) ; « *la zone euro a tourné le dos à la récession* » (Martin Van Vliet, analyste ING, 27 septembre) ; « *Bien que la crise se poursuive, la zone euro est clairement en train de se rétablir à la fois structurellement et cycliquement. Le travail de réparation fiscal et structurel est en train de payer, posant les fondations d'une croissance soutenable* »² (Wolfgang Schäuble, ministre allemand des finances, 17 septembre). Selon l'IWEPS³, si les indicateurs se confirment, le PIB belge devrait même croître de 1,5% en 2014. Bref, la crise serait enfin derrière nous.

En réalité, lorsqu'on regarde d'un peu plus près les fondements de ces affirmations, il apparaît très rapidement que si certains indicateurs se sont effectivement améliorés lors du deuxième trimestre, il n'y a vraiment pas de quoi afficher un tel optimisme. Premièrement, le retournement de tendance est très faible. Les analystes ne se trompent pas quand ils utilisent le terme « frémissement » qui, selon le Larousse, indique un « *léger tremblement, évolution à peine marquée dans une statistique* ». Deuxièmement, si certains indicateurs socio-économiques « frémissent », les autres restent dans le « rouge ». Enfin, si ces indicateurs ont pu « faire leur preuve » ces dernières décennies, leur validité n'est valable que dans un contexte plus ou moins stable, ce qui n'est pas du tout le cas. En effet, les menaces qui pèsent sur les économies européennes restent immenses, aucune des causes profondes de la crise n'ayant été résolue.

I) Ce qui frémit	II) Ce qui menace
<ol style="list-style-type: none">1) La zone euro sort de la récession.2) La production industrielle repart.3) Les indices de confiance sont en hausse.	<ol style="list-style-type: none">4) Le cercle vicieux de l'austérité va se poursuivre.5) Les économies émergentes ralentissent.6) Le chômage atteint des sommets7) Le secteur bancaire reste très fragile et de nouvelles crises financières sont probables.

¹ <http://www.lesoir.be/298622/article/economie/2013-08-14/wallonie-aperçoit-reprise-economique>

² Source : « *Europe : la fausse accalmie.* » Par Martine Orange, Mediapart, lundi 23 septembre 2013

³ Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, www.iweeps.be

I) Ce qui frémit

1) La zone euro sort de la récession

Rappelons la définition technique d'une récession : « *deux trimestres consécutifs de réduction du PIB.* » Selon les estimations d'Eurostat du 14 août 2013⁴, la zone euro (ZE17) et l'Union européenne (UE28) sortent de la récession : après 6 trimestres consécutifs de recul de l'activité, le PIB de la zone euro et de l'Union européenne a augmenté de 0,3% au cours du deuxième trimestre 2013, par rapport au trimestre précédent.

En ce qui concerne la Belgique, elle n'est pas entrée en récession. En effet, l'évolution de son PIB au cours des 4 derniers trimestres est la suivante :

3^{ème} trimestre 2012 : 0,0%
4^{ème} trimestre 2012 : -0,1%
1^{er} trimestre 2013 : 0,0%
2^{ème} trimestre 2013 : 0,1%.

Le PIB belge a donc augmenté de 0,1% au cours du deuxième trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent...

C'est uniquement à une sortie technique de la récession à laquelle nous assistons jusqu'à présent. Par ailleurs, cette mini hausse du PIB (par rapport au trimestre précédent) semble être due à des facteurs conjoncturels et non pas structurels : le PIB de l'Allemagne reprend sa croissance suite à un hiver rigoureux qui avait ralenti l'activité, tandis que le PIB français croît grâce la reconstitution de certains stocks.

Fin octobre 2013, des analystes annonçaient que le « pire est passé » pour l'Espagne⁵. Après neuf trimestres consécutifs de récession, le pays a connu au troisième trimestre une croissance de 0,1%. Le PIB espagnol diminuera cependant de 1,3% en 2013...

2) La production industrielle repart

Dans la zone euro, La production industrielle aurait progressé de 0,7% en juin 2013⁶. En Belgique, après un recul continu depuis le printemps 2012, la production industrielle a renoué avec une croissance positive en juillet 2013 : 2,2% de plus par rapport à juillet 2012⁷.

Outre le fait que cette évolution pourrait être bien plus conjoncturelle que structurelle, le retournement de tendance en zone euro semble déjà terminé puisque, selon les estimations publiées le 12 septembre par Eurostat : « *La production industrielle corrigée des variations saisonnières a diminué de 1,5 % dans la zone euro et de 1,0 % dans l'UE28 en juillet 2013 par rapport à juin 2013* ».

3) Les indices de confiance sont en hausse

⁴ CP Eurostat 14 août 2013 : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-14082013-AP/FR/2-14082013-AP-FR.PDF#page=1&zoom=auto,0,138

⁵ La libre, 24 octobre 2013

⁶ Source : Eurostat

⁷ Source : BNB

Dans la zone euro, l'indice de confiance économique a continué de s'améliorer en septembre pour le cinquième mois consécutif et atteint son plus haut niveau depuis deux ans. Cette confiance est en hausse dans les quatre principales économies de la zone euro (Allemagne, France, Espagne, Italie) et dans tous les secteurs (construction, industrie, services, commerce de détail et consommation des ménages)

Dans son communiqué du 24 septembre 2013, la BNB arrive aux mêmes conclusions pour la Belgique : « *La confiance des chefs d'entreprise continue de s'améliorer en septembre. Le climat conjoncturel s'est considérablement embelli dans les services aux entreprises, dans le commerce et, dans une moindre mesure, dans l'industrie manufacturière. Dans la construction, la confiance des chefs d'entreprise est restée quasiment au niveau des derniers mois.* »⁸

La conclusion est identique en ce qui concerne la confiance des ménages. Calculé par la BNB à partir d'une enquête mensuelle auprès des consommateurs, cet indice « *a clairement poursuivi en septembre la hausse observée durant les cinq mois précédents. L'indicateur, qui est remonté à sa valeur la plus élevée en deux ans, a atteint le niveau de la moyenne à long terme pour la période 1990-2013. La nette amélioration de la confiance des consommateurs enregistrée en septembre s'explique par un optimisme plus grand quant aux perspectives économiques générales en Belgique ainsi que par des attentes bien plus favorables des ménages concernant leur situation financière et leur capacité d'épargne.* »⁹

Que les ménages soient plus confiants en l'avenir est certainement une chose positive. Cependant, un des indices de cette confiance mesure la perception des « interviewés » quant « *aux perspectives économiques générales en Belgique* ». On peut donc légitimement se demander si cette « *confiance* » n'est pas influencée par le fait que les citoyens, au travers des grands médias, sont inondés de messages optimistes depuis plusieurs mois. Comment évoluerait cet indice si les citoyens étaient réellement informés des différentes menaces qui pèsent encore sur les économies européennes ? N'est-on pas face à un bel effet de la « méthode Coué » ?

II) Ce qui menace

4) Le cercle vicieux de l'austérité va se poursuivre

Les conséquences matérielles des politiques mises en œuvre depuis la crise de 2008 en font une réalité incontournable : l'austérité provoque un ralentissement de l'activité économique. Tous les pays qui l'ont appliquée en ont fait la dure expérience. Entre 2009 et 2012, le PIB italien a baissé de plus de 10% et le PIB grec de près de 30%. Ce n'est pas une question d'opinion, l'austérité ne fait qu'aggraver les problèmes. Plus un pays l'appliquera, plus il s'enfoncera dans la récession. Le FMI a admis s'être fourvoyé dans ses calculs sur les conséquences négatives des plans d'austérité sur l'activité économique en Europe.

Aujourd'hui, bien que les théories justifiant l'austérité aient volé en éclat et que la réalité montre chaque jour un peu plus les effets dévastateurs de cette politique, tous les gouvernements européens décident de poursuivre cette politique absurde. La Belgique n'est pas à la traîne puisque, depuis 2012, le gouvernement di Rupo a déjà appliqué plus de 21 milliards d'euros d'austérité. Les effets ont logiquement suivi : croissance nulle et activité économique en baisse, avec une année 2013 qui constituera sans doute un nouveau record en termes de nombre de faillites.

⁸ Source : BNB

⁹ Source : BNB

De plus, les conséquences de l'austérité sont maintenant en train de se diffuser et se concrétiser à tous les niveaux. Afin de respecter les critères d'équilibre budgétaire imposés par l'Union européenne, les communes se voient dans l'obligation de licencier et réduire leurs investissements. Or, les pouvoirs locaux sont les principaux investisseurs publics. Dans les 28 pays membres de l'Union européenne, les pouvoirs locaux sont en effet à la base de deux tiers des investissements publics. Si les politiques d'austérité continuent de se renforcer sur les collectivités locales, ce qui est le cas partout en Europe, cela pourrait peser négativement sur les possibilités de relance de l'activité économique.

Vu une telle orientation, et tenant compte du fait qu'il y a toujours un écart entre l'application d'une réduction de dépenses publiques et ses conséquences sur la demande et l'activité économique, il y a de quoi être plus qu'inquiet sur l'évolution de l'activité économique de la Belgique et de l'Union européenne. Dans ce cadre, prévoir 1,5% de taux de croissance du PIB belge pour 2014 semble bien optimiste.

5) Les économies émergentes ralentissent

La santé des pays de l'Union européenne dépend fortement de celle des pays émergents. Malgré la crise, ces derniers étaient restés jusqu'à très récemment, plutôt « *en forme* » économiquement parlant. Or il semble que la « *fête* » soit finie pour les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Selon le FMI, les économies des pays émergents ralentissent, ce qui a des conséquences négatives sur l'économie mondiale.

Un rapport des Nations-Unies déclare qu'il ne faut pas écarter « la possibilité d'un atterrissage brutal de la croissance économique d'un ou plusieurs grands pays en développement, dont la Chine »¹⁰, ce qui aurait inévitablement un impact important sur la croissance économique mondiale.

6) Le chômage atteint des sommets

Avec 26,654 millions de personnes sans emploi, l'Union européenne connaît un taux de chômage record de 11%. Et encore, ces statistiques ne prennent en compte que les personnes indemnisées et non les centaines de milliers de personnes privées à la fois d'emploi et d'indemnités. En Grèce et en Espagne, la situation est tout simplement catastrophique avec respectivement 27,6% et 26,3% de chômage en juillet 2013. Et pour les jeunes on frôle les 50% dans ces deux pays.

En Belgique, la situation empire également. Entre juin 2012 et juin 2013, le chômage a augmenté de 4,3%. Avec 610.893 demandeurs d'emploi en juillet 2013, le taux de chômage (8,7% de la population active) n'a jamais été aussi élevé depuis dix ans et ce, malgré les politiques de contrôle et d'exclusion des allocataires sociaux. Le chômage en Wallonie vient même d'enregistrer une septième hausse consécutive en septembre¹¹.

Dans ce contexte, une croissance à 0,1 % ou 0,3% sur un trimestre, ou même sur une année, ne change rien pour les milliers de travailleurs qui perdent quotidiennement leur travail et les centaines de milliers d'autres qui n'ont aucune perspective d'en trouver un.

¹⁰ http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2013wesp_es_fr.pdf

¹¹ Source : Belga (03/10/2013)

7) Le secteur bancaire reste fragile et de nouvelles crises financières sont probables

Malgré les nombreux discours affirmant que la crise financière est derrière nous, le secteur bancaire est tout sauf assaini. Les comportements spéculatifs restent la règle et les produits toxiques continuent de se développer au sein des institutions financières. Avec des actifs de 60.000 milliards de dollars fin 2011 à l'échelle mondiale, le *Shadow Banking System*, mécanisme qui permet aux banques de gérer des opérations bancaires très risquées hors bilan et en dehors de toute régulation publique, montre à quel point une nouvelle crise financière, de grande ampleur, est parfaitement possible.

Comme le mettait en évidence le journal *L'Echo* : au sein de l'Union européenne, « plus de 1.000 milliards d'euros d'actifs douteux dormiraient encore dans des structures de défaisance (*bad bank*). En outre, ce chiffre oublie de mentionner les centaines de milliards d'euros de créances douteuses et de fonds communs de créances toujours inscrits aux bilans des banques. »¹²

Si on prend le seul cas de Dexia, la conclusion est identique. Dexia SA dispose d'un bilan de 400 milliards d'euros et d'un hors bilan de minimum 900 milliards d'euros, hors bilan dont on ne connaît pas exactement la nature, sauf le fait que la grande majorité des actifs qui le compose sont hautement toxiques. Lorsqu'on compare ces montants avec l'argent public qui a été injecté dans la banque jusqu'à présent, à savoir 8,9 milliards d'euros, on comprend à quel point le « cas Dexia » n'est pas du tout réglé.

Conclusion : croissance ou pas, les choses ne vont pas mieux !

Dans un monde où la confiance (des marchés financiers) est aussi importante que la réalité économique, il est logique qu'on essaye de se convaincre à tout prix que la croissance est de retour. Comme nous venons de le montrer précédemment, ce retour est cependant tout relatif et pourrait s'évaporer aussi vite qu'il est venu. Cependant, croissance économique ou non, il est tout simplement inacceptable d'affirmer que « ca va mieux. »

Croissance ne veut pas dire emploi. La croissance économique ne veut pas dire nécessairement création d'emplois. Les économistes néolibéraux considèrent en général qu'il faut un taux de croissance de 2% minimum pour que celle-ci provoque une création nette d'emplois. Donc, même dans le cas où les prédictions se réalisent, soit un taux de croissance de 1% en 2014 pour la zone euro, cela ne sera pas suffisant pour diminuer le chômage. Comment peut-on donc affirmer que cela va mieux quand plus de 26 millions de personnes sont au chômage dans l'Union européenne et qu'aucune amélioration n'est prévue pour 2014 ?

La croissance ne veut rien dire. L'important, c'est ce qu'on produit et la façon dont cette production se répartit. Une forte croissance économique peut parfaitement se combiner avec une dégradation des conditions de vie des populations. Une forte croissance économique peut également être le fruit d'une destruction accrue de l'environnement ou d'une production inutile et superflue (telle que l'armement par exemple). Chercher la croissance à tout prix est donc un non sens absolu. C'est d'autant plus vrai lorsque la seule chose qui importe est la croissance du PIB par rapport à l'année précédente. Se focaliser sur cette variable conduit donc à chercher à produire plus que l'année précédente sans questionner l'utilité sociale ou écologique de la production.

¹² *L'Echo*, 19 juin 2013.

Contrairement à l'approche actuelle strictement économique, le niveau de développement d'une société ne peut pas se mesurer à l'aune de sa puissance économique ou de la croissance de son PIB. Le développement d'un pays doit se mesurer au rythme de l'amélioration des conditions de vie de la population, de sa capacité à diminuer son empreinte écologique, et du niveau de participation de la population dans la politique du pays.

1 personne sur 6 se situe sous le seuil de pauvreté en Belgique. Les 20% des Belges les plus riches possèdent 61,2% du patrimoine national, tandis que les 20% les plus pauvres n'en possèdent que 0,2%. Tant qu'on ne verra pas les statistiques liées à cette précarité et ces inégalités s'améliorer concrètement, il faudra s'insurger contre tous ceux qui, aveuglés par la croissance, affirment que les choses vont mieux.